

# Madagascar, les errements de la diplomatie française (1<sup>ère</sup> partie)

Madagoravox - Lalatiana - 15/02/12



Qui a dit « le 21 Janvier à Ivato est un fait politique qui doit être pris en compte dans la poursuite de la médiation à la crise malgache » ? Ce n'est pas l'ambassadeur Jean-Marc Châtaignier. C'est moi.

Qui a écrit en 2006 dans un texte sur « les ambiguïtés de la position de la France »

*« En fait, même si on ne peut exclure certains liens personnels, la position française semble avoir été dictée par deux considérations : en premier lieu, le souci d'éviter que la situation de crise ne devienne irréversible, ne fasse miroir avec la crise ivoirienne ou ne produise des massacres de grande ampleur [...] ; en second lieu, la reconnaissance du leadership des pays de la sous-région [...], dans la gestion de la crise.*

*Cette position aurait sans doute été plus légitime si elle n'avait pas été accompagnée depuis de nombreuses années par une défense assez systématique des intérêts du pouvoir [...] dans les enceintes de l'UE ou de l'ONU [...]. La France se retrouve dans une position intenable en fonction de l'historique d'une relation qui, aux yeux de l'opposition, lui fait perdre sa crédibilité. » ?*

Ce n'est pas moi. C'est l'ambassadeur Jean-Marc Châtaignier. Non pas à propos de Madagascar.. Mais à propos du Togo. Troublante similitude des situations et des postures de la diplomatie française.

L'ambassadeur de France à Madagascar doit trouver la situation bien absurde qui le voit tomber strictement dans ces mêmes travers qu'il dénonçait il y a quelque temps. Ironie de l'histoire ? Tares natives de la diplomatie française en Afrique de ces dernières années ? Ou contraintes d'un système qui n'arrive pas à se définir et ne peut que condamner ses acteurs à l'ambiguïté ?

**C'est la réponse à cette interrogation qu'il est intéressant d'envisager ici.**

Il ne s'agit pas de revenir sur une évaluation des enjeux politiques, économiques, stratégique et géostratégiques de la France dans l'Océan Indien, évaluation développée dans « [les implicites de la crise malgache de 2009](#) ». Il ne s'agit pas non plus de débattre de son implication ou non dans le coup d'Etat à l'origine de cette interminable crise qui laisse un pays exsangue, et voit se déliter le tissu social et les repères moraux de la société malgache. Il s'agit de porter un éclairage sur les postures de la diplomatie française à propos de la crise malgache actuelle, postures qui, soyons en sûrs, relèvent d'autres mécanismes que la simple sauvegarde des intérêts d'opérateurs économiques.

La politique africaine de la France fait régulièrement l'objet de critiques parfois véhémentes : immédiatement taxée de néo-colonialiste si elle intervient en Afrique, elle se voit à l'inverse reprocher une attitude d'abandon si elle n'intervient pas. La doctrine du « Non-ingérence mais Non-indifférence » s'est bâtie sur cette antinomie. Il est regrettable qu'une diplomatie se fonde, de fait, sur ce qui relève soit d'un constat d'impuissance, soit d'une énorme hypocrisie : « Faites comme si je n'étais pas là ! ... parce que je suis là pour certains mais il ne faut pas le dire aux autres »

C'est probablement en raison de cette ambiguïté, que son interventionnisme dissimulé a généré un phénomène de rejet violent tant de la part des zanak'idada, fervents fidèles du président exilé, que de la part des partisans et zéloteurs du pouvoir de transition. La chancellerie française aura ainsi réussi le tour de force de faire d'une pierre deux coups ... et de s'aliéner les deux parties.

### **Les contradictions de la politique française à Madagascar.**

L'ambassadeur de France à Madagascar, droit dans ses bottes de diplomate ménageant la chèvre et le chou, déclarait formellement en interview « *Nous avons toujours dit que le retour de Marc Ravalomanana était une question de souveraineté malgache. Une question tranchée très précisément et clairement par la feuille de route. C'est aux autorités de la transition, stipulées par la feuille de route, de se prononcer sur ce sujet. Ce n'est pas notre rôle « d'étranger » de nous prononcer sur ce retour. Je tiens à préciser que la France n'a aucune animosité contre Marc Ravalomanana* ».

Pourtant, illustré par son soutien vaillamment vaillant au TGV à la tête de la transition, la chancellerie française a fait preuve d'un activisme que plus personne ne conteste. L'opposition PS se réjouira certainement d'enfoncer cette épine dans le pied du président candidat français.

On peut ainsi lire dans Southern Africa Report qui éclaire l'influence de la France dans la gestion du retour avorté de Marc Ravalomanana le 21 janvier dernier :

*A Madagascar, les efforts de la SADC sont actuellement mis à mal par la France, ancienne puissance coloniale de l'île. Les pays de la troïka ont la preuve que Rajoelina, le chef de Madagascar d'état-major général Ndriarijaona André, et le commandant de la gendarmerie nationale, Bruno Razafindrako, œuvrent de concert avec Paris pour refuser à Ravalomanana le droit de revenir au pays. Le 21 Janvier, le jour où Ravalomanana a tenté son donquichottesque retour, Rajoelina a tenté de persuader la SADC de retarder son arrivée de trois mois. Dans le même temps, la France engageait son propre lobbying intense auprès d'autres organismes internationaux pour tenir Ravalomanana éloigné du pays. L'enjeu de l'obtention de ce délai semble être d'éviter la présence de Ravalomanana – qui continue à drainer un important soutien populaire sur l'île – à Madagascar si une élection était tenue, au terme convenu l'année dernière de la transition.*

*Les services de sécurité de la région disent être au fait d'une stratégie en 6 points mise au point par Paris et Antananarivo pour empêcher le retour de Ravalomanana.*

### **Une vision largement erronée des forces en présence**

Ce scénario conclut une longue série d'initiatives fondées sur des analyses erronées à propos, en particulier, de l'audience de l'ancien président. Cette audience s'avère bien plus solide qu'ils l'imaginaient. Et, de manière obtuse, ils ont refusé de le reconnaître.

On lit dans un télégramme de l'ambassade US rapportant des échanges entre diplomates lors d'un déjeuner de travail en 2010 :

*« L'ambassadeur français a catégoriquement rejeté l'idée que la FRANCE soutienne le TGV et semblait ignorer ou ne pas croire que cette vision puisse être développée ici. Sa Chef de Mission est apparue indignée lorsque l'ambassadeur US a demandé si oui ou non TGV pouvait démissionner. Elle a indiqué qu'il n'avait pas cette intention et a demandé pourquoi pouvait-on penser qu'il le devrait. (Réponse: pour pure et simple incompétence). Elle a réitéré sa conviction que TGV était le fruit d'un soulèvement populaire, tandis que l'Ambassadeur français faisait valoir que l'opposition n'avait pas la popularité ou la capacité à rallier les foules à sa cause.*

Raté ! Les foules rassemblées le 19 février 2011 et le 21 Janvier 2012 à Ivato contredisent absolument cette thèse.

Il est possible que cette évaluation plus qu'approximative des réalités malgaches ait été à l'époque sincère... manipulée peut être... détachée des réalités du pays évidemment ... donc sincère, pourquoi pas ? Mais ce serait là le reflet pour le moins d'une très grande naïveté ou d'une très grande légèreté dans l'analyse, et donc dans ce domaine de la diplomatie, d'une très grande incompetence.

Il reste qu'aujourd'hui, ces erreurs d'évaluation et de traitement de la crise ont mené la diplomatie française dans le mur, confrontée à une évolution de la situation qui lui fait craindre plus que tout un retour trop rapide de l'ancien président.

### **Pourquoi cette crainte de Ravalomanana**

L'audience auprès des foules de Marc Ravalomanana a été évaluée successivement le 19 février 2011 puis le 21 Janvier 2010 lors de deux esquisses de retour au pays qui ont avorté sous le coup respectivement de deux Notam. Lors de la tentative du 21 Janvier 2012 ce sont au bas mot 100 000<sup>[1]</sup> personnes qui se sont déplacées ce jour là à l'aéroport pour le retour de l'ancien dirigeant. Ces 100 000 personnes mobilisées de manière spontanée, malgré les menaces de répression émises et le risque d'un affrontement avec les forces de l'ordre, reflètent un poids qu'il semble difficile de reconnaître à un quelconque autre homme politique malgache aujourd'hui.

On n'oubliera pas que le TGV avait réussi à faire tomber l'ancien régime. avec 10 fois moins de personnes dans la rue.

Un télégramme de l'ambassade US daté du 22 Février 2010 résume sommairement

*« Les actuels chefs militaires (et le TGV lui-même) craignent un possible retour au pouvoir de Ravalomanana et la vengeance potentielle qu'il pourrait exercer à leur encontre. Les côtiers radicaux plus ou moins alignés sur TGV, y compris Marson Evariste, ont déclaré qu'ils préféreraient subir des sanctions plutôt qu'un retour de Ravalomanana. Les Français sont également opposés au retour de Ravalomanana, craignant le chaos qui s'ensuivrait probablement d'une désintégration de la HAT en factions concurrentes. »*

Le scénario catastrophe avait été évalué d'un retour en grâce de l'ancien président aux yeux des populations, dans le cas d'un pourrissement de la situation et d'une forte dégradation économique et sociale. Afin de couper l'herbe sous les pieds de Ravalomanana, il était de fait urgent d'aller le plus rapidement aux élections, de recouvrer une légitimité internationale, d'assurer la levée des sanctions et retrouver les financements internationaux pour éviter l'étranglement économique.

Ce schéma de riposte n'a pu se réaliser et ils n'ont pas pu empêcher le développement du scénario catastrophe qu'ils voulaient éviter : une remontée en grâce de l'ancien auprès des malgaches.

L'inquiétude de Paris au sujet du retour de Marc Ravalomanana est désormais : « Au vu les foules qu'il est capable de lever, on risque qu'il jette à son tour ses partisans sur les grilles des palais, en rendant la monnaie de sa pièce à son adversaire». Et dans le climat de tension actuel, il s'agit bien de se préoccuper du sort des ressortissants et entreprises français doublement pris en otages d'un côté par les possibles explosions de rancœurs des uns et, de l'autre côté, par les provocations/manipulations de factieux du pouvoir de transition.

On peut imaginer que ces diplomates se soient fait peur quand ils se sont projeté en surimpression les images d'Abidjan de Novembre 2004, puis celles des printemps arabes, pour terminer sur les foules d'Ivato du 19 février 2011 et du 21 Janvier 2012. Les similitudes sont « vite » établies.

La diplomatie française veut absolument éviter un fiasco de l'ampleur ivoirienne qui mettrait une fois de plus à mal sa crédibilité internationale et sa position déjà bien dégradée sur le continent Africain. Notre ambassadeur Châtaignier ne doit pas très bien dormir. [à suivre ...]

[1] Les images et les récits rendent compte d'une circulation bouchée à Talatamaty, soit à 4 – 5 kms de l'aéroport. Pour 11m de largeur de chaussée on a une surface théorique de 44 000m<sup>2</sup> à 55 000 m<sup>2</sup>. A 4 personnes au m<sup>2</sup> en haute affluence: on peut estimer la foule du 21 mai en fourchette basse à 44 000 personnes et en fourchette haute à 220 000 personnes. 100 000 personnes serait donc une estimation moyenne plausible. Ce chiffre est corroboré par ce que rapporte l'analyse du Southern Africa Report : le pouvoir et l'ambassade de France anticipaient eux même une foule d'une centaine de milliers de personnes.

Source : <http://madagoravox.wordpress.com/2012/02/15/madagascar-les-errements-de-la-diplomatie-francaise-1ere-partie/>